

la lettre

RESACOOOP

50 septembre 2007

PAROLE D'ACTEURS

Coopération décentralisée et Economie

De nombreuses associations de solidarité internationale conduisent aujourd'hui des actions de coopération dans le domaine de l'économie (un des trois piliers du développement durable) parfois sans lien avec le monde de l'entreprise : appui au micro-crédit, formation à la gestion, commerce équitable, tourisme responsable, etc.

De son côté, c'est autour de la filière cuir que la Ville de Romans a commencé à s'impliquer dans la coopération décentralisée dans les années 1990. Préoccupation légitime à une époque de chômage important, les effets immédiats et visibles de ces actions ont été rares : logique d'entreprise et de collectivités ne se retrouvent pas toujours. Au-delà d'interventions directes de soutien à des entreprises, la Ville de Romans s'est aperçue que contribuer à l'émergence d'un environnement favorable au développement économique était plus judicieux. Par exemple, à El Jem en Tunisie, après avoir travaillé avec des entreprises sur la notion de qualité, c'est plus sur l'émergence d'un second pôle touristique (à côté de l'imposant amphithéâtre romain), et notamment la reconstitution de la Maison d'Africa, qu'elle a orienté ses actions. Valoriser le patrimoine sous tous ses aspects permet aussi de diversifier un secteur agricole important : quand l'olivier fait partie du paysage patrimonial, réfléchir à une valorisation de ses produits dérivés dans une logique de filière « bio » est un des apports de la coopération décentralisée, appuyant des démarches, favorisant la rencontre des acteurs, soulignant que la gestion urbaine contribue aussi à un développement économique durable.

La promotion de l'artisanat palestinien à Beit Sahour (Palestine), en partenariat avec d'autres villes rhônalpines, a conduit

en 2005/2006 à la mise en place d'actions dans une logique de commerce équitable. En tant que municipalité, notre rôle était surtout de faciliter une mise en réseau et une coordination des acteurs concernés ici et là-bas, ainsi qu'une promotion de ce secteur sur nos territoires. Car chacun doit faire son métier. L'objectif des collectivités locales n'est pas de dégager du profit en intervenant directement sur des activités économiques, mais de construire un environnement urbain facilitant le développement des acteurs économiques, pour le bénéfice de tous. Réfléchir à ces questions fera prochainement l'objet d'un groupe de travail au sein du GIP Resacoop : mutualiser les diverses visions de la place de l'économie dans la coopération, identifier les actions en Rhône-Alpes dans ce domaine, réfléchir aux modalités d'intervention générant du développement économique, voici quelques questions qui seront abordées entre acteurs de la solidarité internationale, tout en impliquant nos partenaires étrangers à qui on demande souvent d'être plus vertueux que le monde occidental.

Frédéric Deshayes, Ville de Romans

Responsable Mission des Affaires Européennes et Internationales, Hôtel de Ville, Place Jules Nadi, 26102 Romans-sur-Isère tél. 04 75 05 51 91 Mission-europe@ville-romans26.fr www.ville-romans.com

Chine, Inde, Brésil... les nouvelles destinations de l'économie mondiale relèguent un peu plus chaque année le continent africain à la marge des investissements, des achats, des échanges et des coopérations économiques. En résistance à ce qui s'apparente de plus en plus à une mise à l'écart, les collectivités territoriales européennes, engagées aux côtés de leurs partenaires africaines dans des actions de coopération décentralisée, ont un rôle à jouer pour l'insertion de l'Afrique dans une mondialisation plus équitable. Chacune à son échelle, il est de la responsabilité de ces coopérations de mettre tout en œuvre pour que la place du continent africain dans l'économie mondialisée ne se résume pas au pillage de matières premières ni d'une humaine matière grise. Or, la coopération décentralisée ne s'ouvre guère spontanément à la thématique des projets économiques. Solidaires dans les périodes de disette, présentes face aux enjeux de scolarisation ou d'accès à l'eau potable, les collectivités locales n'investissent qu'à reculons le champ de l'économie dans leurs actions de coopération. Pourtant, au cœur des politiques d'aménagement du territoire, de valorisation des savoir-faire locaux, de formation professionnelle, en prise directe avec la vie quotidienne des habitants et fréquemment en relation avec les opérateurs économiques, les collectivités locales disposent de nombreux atouts et leviers pour travailler avec leurs partenaires étrangères à la dimension économique des coopérations au développement. Forte de ce constat, une réflexion a été engagée sur ce thème au sein de Résacoop et un premier temps d'échanges vous sera proposé dans les tout prochains mois.

Jean-Philippe Bayon

Vice-président à la solidarité internationale et à la coopération décentralisée, Région Rhône-Alpes

édito

Resacoop - 19 rue d'Enghien - 69002 Lyon - tél. 04 72 77 87 67 - fax 04 72 41 99 88 - mail@resacoop.org - www.resacoop.org
Comité de rédaction : Rose-Marie Di Donato - Corinne Lajarge - Isabelle Taine - Sandra Gourbeyre // Création / mise en page : crescend / O 04 72 73 05 92
Impression : Imprimerie du Mont-Saint-Rigaud // Imprimé en 2000 exemplaires // ISSN en cours

13^e pyramide de chaussures le samedi 29 septembre

Pour interdire les bombes à sous-munitions : rendez-vous dans 40 villes en France.

Depuis 1995, les citoyens français et européens se donnent rendez-vous chaque année à Paris, Lyon, Nice... mais également Montréal, Vienne... pour jeter leurs chaussures, signe de protestation contre les mines et les bombes à sous-munitions (BASM) en symbole de solidarité avec les victimes, et signer la pétition.

En s'engageant aux côtés de Handicap International pour « une Terre sans mines » et pour obtenir l'interdiction des bombes à sous-munitions, chacun apporte un soutien indispensable à l'avancée de notre combat. En plus de sa dimension militante et citoyenne, cet événement est également un moment festif et convivial. Les musiciens, danseurs, comédiens se succèdent tout au long de cette journée pour proposer des spectacles, animations de rues et des concerts.

Villes participantes en Région Rhône-Alpes

- Lyon (69), Place Bellecour, de 10h à 21h
- Chambéry (73), Place Saint-Léger, de 10h à 19h
- Allinges (74), Salle des Fêtes, de 15h à 23h

Pour plus d'informations

www.handicap-international.fr/en-france/les-evenements-nationaux/12-pyramides-de-chaussures/les-villes-participantes/index.html

La Semaine de la Solidarité Internationale (10^e édition)

Du 17 au 25 novembre 2007 partout en France

Des milliers d'animations, des plus sérieuses aux plus festives, pour présenter la solidarité internationale au public le plus large possible.

Pourquoi organiser une animation ? Parce que la solidarité internationale est une nécessité à l'heure d'une mondialisation qui provoque de plus en plus d'inégalités et d'exclusions. Parce qu'en proposant des gestes simples, on donne à chacun l'envie d'être acteur de la solidarité internationale. Parce que la solidarité internationale a besoin d'être visible et connue du grand public.

Qui peut organiser une action ? Toute structure investie dans la solidarité internationale, qu'elle soit association, collectivité locale, établissements scolaires ou comités d'entreprise...

Contact

CRID, Magali Audion - 14 passage Dubail - 75010 Paris
tél. 01 44 72 89 78 - magali.audion@lasemaine.org

En Rhône-Alpes, la Semaine est organisée à travers 8 collectifs départementaux dont vous trouverez les contacts à la rubrique « Actualités » du portail Résacoop (www.resacoop.org).

AU PLAN RÉGIONAL

De nouveaux interlocuteurs au SGAR et à la Région Rhône-Alpes

Depuis début septembre 2007, la Mission Affaires internationales du Secrétariat général aux affaires régionales (SGAR) Rhône-Alpes compte une nouvelle collaboratrice en la personne de Sylvie Hoët. Celle-ci reprend les fonctions de Stéphane Beroud qui a rejoint en mars la Préfecture du Rhône.

Contact • sophie.hoet@rhone-alpes.pref.gouv.fr

Côté Région Rhône-Alpes, la Direction Europe, Relations Internationales et Coopération (DERIC) a accueilli en mai dernier Ivan Dedessus-le-Moustier, précédemment chargé de mission coopération décentralisée au Conseil général des Côtes d'Armor. Il est chargé des coopérations Afrique subsaharienne : Région de Tombouctou au Mali, Régions de Saint-Louis et de Matam au Sénégal et Région des Hauts-Bassins au Burkina Faso.

Contact • idedessuslemoustier@rhonealpes.fr

Lancement du Club de Lyon pour une mondialisation responsable

Afin de poursuivre le processus international de travail collectif sur la Mondialisation responsable, les organisateurs du Forum d'octobre 2006 à Lyon lancent officiellement le Club de Lyon, chargé de réunir les acteurs partenaires, qui ont commencé à travailler ensemble à l'occasion du Forum.

Présidé par Bernard Brunhes, il sera composé d'intervenants du Forum, de partenaires, de membres du comité de parrainage et d'orientation et permettra le dialogue régulier entre acteurs de la société civile et organisations internationales.

Dans l'immédiat, il travaillera plus particulièrement sur les 5 champs de réflexion ouverts pour 2007/2008, à savoir :

- 1. La finance solidaire et les conditions d'un développement économique partagé.
- 2. La responsabilité économique, sociale et écologique des territoires et le sens donné à l'action des collectivités locales.
- 3. Les négociations sociales transnationales et en particulier le suivi et la sécurisation des accords cadres transnationaux mis en place par les multinationales.
- 4. Les questions de migration et mondialisation et la mobilité des hommes et des travailleurs dans le monde.
- 5. La solidarité numérique et la place des territoires porteurs de partenariats multi-acteurs.

Les organisateurs du Forum travaillent d'autre part à la création en Rhône-Alpes d'une Chaire de la Mondialisation responsable, comme l'avaient proposé les participants du Forum.

Pour en savoir plus • www.forum-lyon.com

AU PLAN NATIONAL

Télé-déclarations en ligne au service de la coopération décentralisée

La Délégation pour l'action extérieure des collectivités locales (DAECL) du ministère des Affaires étrangères et européennes a rénové sa rubrique « coopération décentralisée » sur France Diplomatie. Fin juin, elle a innové en proposant aux collectivités territoriales de remplir elles-mêmes, directement sur internet, les questionnaires annuels sur leur part d'aide publique au développement (APD) et sur leurs conventions de coopération.

Ces nouveaux outils au service de la coopération décentralisée faciliteront les démarches administratives des collectivités territoriales, permettront à la France de bénéficier de données plus fiables et contribueront à une meilleure prise en compte et une plus grande coordination de l'action internationale des collectivités territoriales.

Contact • Jérôme DUPLAN, Chargé de mission à la communication auprès du Délégué pour l'action extérieure des collectivités locales - DAECL - jerome.duplan@diplomatie.gouv.fr
tél. 01 53 69 35 15 - www.diplomatie.gouv.fr/cncd

MAE : bilan des appels à projets lancés le 19 octobre 2006

18 millions d'euros de soutien à la coopération des collectivités locales

Le ministère des Affaires étrangères et européennes apporte son soutien à la coopération décentralisée, aujourd'hui valeur sûre de l'action extérieure de la France. Il accompagne les collectivités en mettant son réseau et ses services à la disposition de leurs projets, et apporte son soutien financier pour les coopérations qui permettent de mobiliser le savoir-faire et les compétences des collectivités territoriales au service de leurs partenaires. Pour cela, le ministère a lancé le 19 octobre dernier un nouveau dispositif de soutien à la coopération décentralisée, plus souple, plus transparent et plus lisible, sous la forme de trois appels à projet (triennal et annuel pour l'aide au développement, annuel pour la coopération européenne). La plupart des régions françaises, de nombreux départements, villes et structures intercommunales de tous horizons ont répondu à ces appels à projet. 283 projets ont été déposés auxquels il faut ajouter des demandes pour 12 réseaux régionaux de coordination. Ces dossiers généraient 79 millions d'euros de dépenses avec une demande de subvention de 24 millions d'euros (soit 34 %).

216 projets ont été retenus, totalement ou partiellement en fonction des thématiques proposées : l'appui institutionnel et le développement durable. L'instruction a mis à contribution les Préfectures de région et les Ambassades qui ont émis un avis sur chaque projet. Les dossiers sont très divers mais concernent tous, soit un renforcement des capacités de gestion des collectivités locales du Sud (appui institutionnel, assistance à maîtrise d'ouvrage, aide à la mise en place de services de base, formations), soit des projets de développement durable (activité économique, tourisme solidaire, co-développement...).

Contact • Jérôme Duplan, chargé de mission à la communication auprès du Délégué pour l'action extérieure des collectivités locales (DAECL) - jerome.duplan@diplomatie.gouv.fr - tél. : 01 53 69 35 15 - www.diplomatie.gouv.fr/cncd

AGENDA

La Démocratie participative du local au global : pour quel développement ?

Tel sera le thème de la rencontre mondiale organisée par la Région Rhône-Alpes les 10, 11 et 12 décembre 2007. L'événement se déroulera à Grenoble, à Valence, à Saint-Etienne et à Lyon. Cette initiative vise à mettre en lumière l'extrême richesse des expériences de démocratie participative à travers le monde et à débattre des enjeux du développement. Il s'agit, à partir de la grande diversité mondiale des expériences, de commencer à dégager des convergences, un sens commun à ces expériences qui se développent et s'enracinent. L'événement se construisant « collectivement en amont » avec les citoyens, les associations et les collectivités locales, son contenu est amené à évoluer et à s'enrichir progressivement.

Programme : www.democratie2007.rhonealpes.fr/-Programme-.html

Images et Paroles d'Afrique Festival Solidaire (8^e édition)

Il aura lieu du 27 septembre au 1^{er} décembre 2007 en Drôme/Ardèche. En réunissant une nouvelle fois une pléiade d'artistes extrêmement talentueux (Ray Lema, Afel Bocoum, Adama Dramé, Lamine Konté, Muntu Valdo, etc.). En multipliant les expositions, les ateliers, les

conférences animées par Pierre Rabhi et Silvia Pérez-Vitoria, en poursuivant son ouverture sur le cinéma africain, mais aussi en faisant de ses Forums de vrais laboratoires d'idées, et de son Salon du livre le rendez-vous de toutes les différences, Images & Paroles d'Afrique se mobilise plus que jamais en Drôme-Ardèche. Alors, venez nombreux !

Contact • Bernard Platz - Bplatz@aol.com
Programme complet sur : <http://www.ipa-festival.info>

Forum Eurafric-Partners Du 23 au 26 octobre 2007 à la Cité Internationale de Lyon

La 7^e édition du Forum Rhône-Alpes/Afrique est organisée par l'Agence de Développement des Entreprises en Afrique (ADEA). Elle sera consacrée à l'eau et l'énergie en Afrique (financements internationaux, transferts de technologies, partenariats Pme/Pmi). Cette 7^e édition prend une dimension européenne et devient les Rencontres Européennes de Partenariat avec l'Afrique. Elle réunira 700 participants de 20 pays européens et africains. Vous avez la possibilité de vous inscrire dès maintenant sur le site dédié à cette manifestation : www.eurafric-partners.org

Pour plus d'informations
ADEA Réseau Afric Partners,
24 rue Domer - 69007 Lyon
tél. 04 72 73 42 76 - info@eurafri-partners.org -
www.adeafrance.org - www.eurafric-partners.org

Assises de la coopération décentralisée franco-roumaine les 15 et 16 novembre 2007 à Nantes

La première table ronde sera consacrée aux « Nouveaux Partenariats dans l'Union européenne » ; elle apportera un éclairage sur le nouveau contexte de coopération lié à l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, sur les enjeux des partenariats publics/privés et l'intégration d'une dimension multi-partenaire. La deuxième table ronde traitera des « Services publics, de l'intercommunalité, de l'Europe » ; elle permettra de faire un point sur les politiques en matière de services publics locaux : le rôle de l'autorité organisatrice, les différents modes de gestion, types d'opérateurs et missions, la politique tarifaire et qualité de service. Quant à la question de l'intercommunalité, ce sera l'occasion d'aborder le cadre juridique et le contexte administratif, ainsi que la question de « territoires pertinents » et des services communs aux citoyens.

Les ateliers

- Atelier 1 • Gestion et expérimentation des services publics : eau
- Atelier 2 • L'intercommunalité
- Atelier 3 • La Cohésion sociale
- Atelier 4 • La Démocratie participative

Programme complet et fiche d'inscription téléchargeables sur www.cites-unies-france.org

Pour plus d'informations

Fabiola Rivas - f.rivas@cites-unies-france.org

HCCI : dimension économique de la coopération décentralisée

A travers sa commission « Coopération décentralisée », le HCCI (Haut Conseil de la coopération internationale) a lancé voici quelques mois une étude sur « la dimension économique de la coopération décentralisée dans une perspective de développement local du partenaire ». Celle-ci est en effet de plus en plus présente dans les programmes de coopération menés par les collectivités territoriales françaises. Les réponses apportées par les régions, départements, villes et intercommunalités confirment l'intérêt des collectivités pour ce thème. Elles permettent de mieux cerner les objectifs et les pratiques, et soulignent une grande richesse d'actions dans les domaines agricole, artisanal, commercial, industriel, touristique... Afin de partager largement les résultats de cette étude, une journée est organisée le vendredi 19 octobre 2007, de 10h à 17h30, au Futuroscope de Poitiers, à l'invitation de M. Denis Brunet, président de la Commission Coopération décentralisée du HCCI et vice-président du Conseil général de la Vienne.

Contact

Elisabeth Djukic
HCCI - 3 avenue de Lowendal - 75007 Paris
tél. 01 43 17 58 62 - fax : 01 43 17 46 39
courriel : elisabeth.djukic@hcci.gouv.fr

CIEDEL

Pour le 2^e semestre 2007, Le Centre International d'Études pour le Développement Local propose des formations courtes sous forme de modules s'adressant à des acteurs du développement ayant une expérience professionnelle de 2 à 5 ans minimum, en fonction de leur expérience :

- **Diagnostic des stratégies d'acteurs de développement** - Du 8/10 au 16/11
- **Gérer les conflits au service du développement** - Du 22/10 au 9/11
- **Mettre en place une organisation d'appui au développement** - Du 12/11 au 30/11
- **Capitalisation de l'expérience**
Du 26/11 au 14/12

Pour plus d'informations

Marie-Christine Tête ou Stéphanie Latreille - CIEDEL
19 rue d'Enghien - 69002 Lyon - Tel 04 72 77 87 50
ciedel@univ-catholyon.fr - www.ciedel.org

URD : « Évaluation de la qualité des projets humanitaires » du 15 au 19 octobre 2007 à Plaisians

Forte de sa longue expérience dans les domaines de l'évaluation et de la formation, l'équipe du Groupe URD (Urgence Réhabilitation Développement) vous invite à participer en son siège de Plaisians (Drôme provençale) à une nouvelle formation réservée aux professionnels de la solidarité internationale. Les places sont limitées.

Contact

Pierre Brunet - Pôle Formation - Groupe URD
La Fontaine des Marins - 26 170 Plaisians
tél. 04 75 28 29 35 - www.urd.org/fr

Centre Européen de Santé Humanitaire (CESH)

Vous envisagez de partir en mission humanitaire ? Vous êtes déjà engagé dans le secteur de la solidarité ? Vous êtes médecin, pharmacien, dentiste, vétérinaire, sage-femme, logisticien, paramédical, opérateur politique ou administratif de l'action humanitaire ou étudiant en fin de cycle dans les mêmes disciplines ? Le CESH vous propose des formations courtes, pragmatiques, performantes.

Programme sur Lyon pour 2007/2008

- **Humanitaire et coopération civilo-militaire**
Du 14 au 18 janvier 2008 - du 25 au 29 février 2008 - du 24 au 28 novembre 2008
- **Diplôme Inter universitaire de Santé Humanitaire** - Du 3 au 21 mars 2008
- **Passeport pour l'action humanitaire**
Du 20 au 22 mai 2008

Pour plus d'informations

CESH - Université Claude Bernard Lyon I
Site de Gerland
50 avenue Tony Garnier - 69366 Lyon cedex 07
tél. 04 37 28 74 57 - info@cesh.org - www.cesh.org

Économie, société et environnement

Éléments de réflexion pour une société durable

L'Économie est aujourd'hui partout, dans tous les discours politiques, dans toutes les revendications sociales, citoyennes... Parmi les thèmes récurrents, de peur, d'incompréhension, parfois d'espoir ou de révolte, on notera la mondialisation ou globalisation, le développement durable, l'entreprise, sa relation avec la société, les rapports Nord-Sud, la soutenabilité des modèles sociaux, notamment européens...

Réalisé par Aurore Lalucq, IRE (Initiative internationale pour repenser l'économie)

Pour commander • Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme
38 rue Saint-Sabin - 75011 Paris - tél. 01 43 14 75 75 - paris@fph.fr

Les collectivités territoriales françaises et l'Agence Française de Développement

Capitalisation à partir d'un échantillon de 13 projets

L'AFD et Cités Unies France viennent de réaliser une étude de capitalisation sur la thématique des partenariats entre l'AFD et les collectivités territoriales dans le secteur du développement urbain. Cette étude témoigne de l'intérêt croissant de l'AFD pour les collectivités territoriales reconnues en tant qu'acteurs à part entière du développement. De nombreux élus, chargés de mission, chefs de projets au sein de l'AFD et des collectivités ont été mobilisés pour participer activement aux travaux.

Série Évaluation et Capitalisation - N° 1 - juin 2007 - Françoise Brunet - 114 pages.

Contact • Fabiola Rivas - Cités Unies France
9 rue Christiani - 75018 Paris - Tel 01 53 41 81 94 - f.rivas@cites-unies-france.org

GRAD - « Des Bulles dans la finance »

La nouvelle bande dessinée du GRAD : 4 histoires sur le microcrédit

Elle a pour objectif de :

- présenter les différences entre le microcrédit et la microfinance, l'épargne éthique et l'épargne solidaire ;
- faire découvrir les pères fondateurs des mutuelles d'épargne-crédit et les mécanismes locaux de financement des projets socio-économiques avant l'organisation et la promotion à l'échelle mondiale de la microfinance ;
- sensibiliser à l'intérêt, aux effets et aux limites de la microfinance ;
- mettre en évidence la nécessité et le fonctionnement de circuit de finances solidaires.

À la fin de l'ouvrage, les lecteurs trouveront pour chaque histoire un dossier pédagogique. Prix : 13,50 €

Pour le commander • GRAD

28 rue du Manet - 74 130 Bonneville - tél. 04 50 97 08 85 - grad.fr@grad-france.org - www.grad-france.org

Le Guide de l'économie équitable

Le Guide de l'économie équitable, partant des principes du Commerce Équitable Nord Sud, amorce une réflexion sur « le devenir équitable de l'économie » : est-il possible de transformer l'économie en un système où la valeur du travail serait davantage reconnue ? De changer le statut de la propriété des moyens d'échanges et de production ? De démocratiser l'entreprise ? D'aller vers une transformation sociale hors du système capitaliste financier et de l'administration étatique ?

Ouvrage collectif, réalisé sous la coordination de Sylvie Mayer et de Jean-Pierre Caldière, les réflexions et propositions des 9 co-auteurs ont été complétées d'études, de tableaux, de chiffres et d'un annuaire des principaux acteurs du commerce équitable et de l'économie sociale et solidaire. Prix : 18,00 €.

Pour commander • Fondation Gabriel Péri - 22 rue Brey - 75017 Paris - tél. 01 44 09 04 32 - www.gabrielperi.fr

RITIMO - « Partir pour être solidaire ? »

nouvelle édition 2007

Vous voulez être solidaire et partir dans un pays du tiers-monde en organisant vous-même votre projet ou en partant avec une ONG ? Vous ne savez pas par quoi commencer, à qui vous adresser, où rechercher de l'information ? Ce guide vous fera découvrir le milieu de la solidarité internationale (ses acteurs, ses pratiques), distinguer ses différents courants (développement, humanitaire) et mieux manier son vocabulaire (ONG, volontaires, bénévoles). En outre, il propose de nombreuses adresses, contacts et ressources pour s'engager dans un projet de solidarité. C'est aussi un outil indispensable pour tous ceux qui veulent réfléchir avant d'agir et souhaitent découvrir de nouvelles façons d'être solidaire, ici et là-bas, pour un monde plus juste.

112 pages. Prix 6 €.

Pour commander • Ritimo, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris - contact@ritimo.org

RECHERCHE DE PARTENAIRES

RÉSACOOP NE FAIT QUE RELAYER

LES RECHERCHES DE PARTENAIRES ET N'EST DONC AUCUNEMENT RESPONSABLE DE LEUR CONTENU.

Maroc

Dans le cadre de la concrétisation des actions du programme d'appui à la décentralisation au Maroc (PAD), le conseiller communal de la commune rurale de Sfassif, province de Khemisset, relevant de la région de Rabat Salé Zemour Zaer, recherche une collectivité locale en Région Rhône-Alpes afin de nouer des relations d'échanges et de coopération. La commune de Sfassif est dotée de nombreuses potentialités naturelles, culturelles, touristiques et économiques. Il est à noter qu'elle est l'unique commune rurale au Maroc présidée par une femme, M^{me} Khadija Oulbacha. Celle-ci milite pour la promotion et le développement socio-économique de Sfassif.

Contact • M. Driss Achbal

Secrétaire général de la commune - tél. 0021 267 021 136 - Drissachbal@yahoo.fr

Russie

Dans le cadre de ses missions de développement et de promotion de la culture et de la langue française en Russie, l'Alliance Française d'Ekaterinbourg travaille sur un programme vaste de coopération linguistique, éducative et culturelle entre la région de l'Oural et la région Rhône-Alpes. Sa démarche s'inscrit dans la dynamique de coopération décentralisée entre la France et la Russie, initiée par le Sénat français. Elle tient à développer au quotidien cette entente bilatérale, dans la perspective des années de la France en Russie pour 2009 et de la Russie en France pour 2010.

À ce titre, elle est sollicitée par de nombreuses institutions de l'Oural, notamment d'Ekaterinbourg, pour créer des coopérations avec des institutions françaises. Elle est plus particulièrement à la recherche d'une école d'arts graphiques susceptible de vouloir s'engager dans une coopération pédagogique et culturelle avec la faculté des Arts de Nijni-Taguil.

Contact • Claire Mézière, chargée de mission pour la coopération

auprès de l'Alliance Française d'Ekaterinbourg en Russie - ekaterinbourg@afrus.ru

Cameroun

Le CAEDOMI (Centre d'Accueil des Enfants en Détresse pour les Œuvres de la Miséricorde) créé en 2003 héberge actuellement 35 pensionnaires, nourris et logés. Le Centre a pour mission d'accueillir les enfants défavorisés, de les encadrer et de les inscrire dans des écoles de la région, en vue de leur future réinsertion sociale. Le CAEDOMI souhaiterait s'agrandir et construire une école ainsi qu'un dispensaire. Pour réaliser son projet, il a besoin d'un partenaire en Région Rhône-Alpes pour des conseils et un appui.

Contact • Berthe Ndiomo Enembe

promotrice du CAEDOMI - bp 38 Ebebda - Iekie - tél. (237) 582 42 03 - ndiomo2000@yahoo.fr

Bioforce

Bioforce propose les sessions de formations suivantes :

➤ **Technicien en Eau et Sanitation en Solidarité**

Internationale - De février 2008 à juin 2008

➤ **Gestion de Projet en Solidarité**

Internationale De janvier 2008 à juin 2008

Les dossiers d'inscription sont à remplir sur le site (www.bioforce.asso.fr) et la date de clôture pour l'envoi des dossiers de candidature est le **15 octobre 2007**.

Contact

Institut Bioforce Développement

41 avenue du 8 mai 1945 - 69694 Vénissieux cedex

tél. 04 72 89 31 41 - info@bioforce.asso.fr

www.bioforce.asso.fr

BLOC-NOTES

Efficacité de l'aide au Mali : la société malienne se mobilise

En vue du Forum d'Accra en 2008 sur l'efficacité de l'aide au Mali, la société malienne se mobilise.

Du 9 au 11 juillet 2007, une cinquantaine de représentants de la société civile malienne se sont réunis à Bamako, à l'invitation de la FECONG (Fédération des Collectifs d'ONG maliennes) pour débattre de l'aide publique au développement et de son efficacité au Mali. Cette rencontre a rendu accessible aux participants les débats liés aux enjeux de l'amélioration de l'efficacité de l'aide jusqu'alors circonscrits aux bailleurs de fonds et au gouvernement malien.

Elle a par ailleurs permis de préparer la consultation nationale, forts du Forum d'Accra sur l'efficacité de l'aide, qui se tiendra en septembre 2008 à Bamako et alimentera la consultation régionale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre organisée en octobre à Cotonou.

Les participants ont donc validé la mise en place d'une commission d'organisation qui rassemblera les représentants des principales familles d'organisations de la société civile malienne, dont la FECONG, et pilotera l'ensemble du processus.

Compte-rendu de l'atelier disponible sur www.coordinationsud.org

Contact

Katia Herrgott

herrgott@coordinationsud.org

Trophées « Allez de l'avant avec les assureurs »

Les Trophées « Allez de l'Avant avec les Assureurs » récompensent ceux qui, dans le cadre d'une association, quelle que soit son activité, ont su développer un projet innovant, porteur de l'intérêt général et ouvrant la voie à des solutions bénéfiques pour la collectivité. Les lauréats recevront une dotation de 10 000 €.

**La date limite de dépôt
du dossier : 8 octobre 2007**

Plus d'informations sur www.allezdelavant.fr

SOLFIA Solutions de financement pour les associations

Solfia est un portail qui vous propose des fiches outils pour vous accompagner dans vos recherches de financements. Solfia s'adresse aux dirigeants associatifs, à leurs réseaux et fédérations, et aux organismes d'accompagnement.

Que vous vous interrogiez sur la nature de vos besoins, que vous recherchiez de nouveaux partenaires financiers, que vous souhaitiez vous faire accompagner, Solfia vous propose un ensemble de fiches-outils pour vous guider dans votre réflexion et vos recherches. Chaque fiche-outil illustrée de témoignages et d'adresses utiles, vous apportera des éléments de réponses techniques et pratiques.

Pour que votre projet s'inscrive dans la durée, vous devez interroger vos activités et évaluer au mieux vos besoins. En général, ils sont de quatre ordres : l'investissement, le financement de votre projet, la gestion courante du fonctionnement de votre structure, la régularisation de vos difficultés accidentelles. Autant de besoins de financement qui ont des solutions.

Pour en savoir plus : <http://solfia.org>

Soutien du MAE à la coopération décentralisée

Le ministère des affaires étrangères prépare la publication de deux appels à projet annuels de soutien à la coopération décentralisée pour 2008. Le premier concerne le programme « solidarité à l'égard des pays en développement », le second porte sur la coopération européenne.

Comme en 2007, le dossier de candidature pour l'appel à projet est déposé à partir du dossier-type de demande de cofinancement disponible dans les secrétariats généraux pour les affaires régionales (SGAR) des préfetures de région ou sur le site France Diplomatie (www.diplomatie.gouv.fr/cncd).

Contact • SGAR Rhône-Alpes : Sylvie Hoët, sophie.hoet@rhone-alpes.pref.gouv.fr

Concours Ekilibre (3^e édition)

Commerce Équitable & Solidaire

La DIIESES (Délégation Interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation Sociale et à l'Économie Sociale) entourée de ses partenaires (Crédit Coopératif, la Poste et la SNCF) lance la 3^e édition du concours Ekilibre, le concours national du commerce équitable et du commerce solidaire.

Publics concernés

Toute personne morale ou physique résidant en France métropolitaine, porteuse d'un projet de création d'entreprise, quelle que soit sa forme juridique, d'association ou fondation, ayant pour objet le développement d'une activité de commerce équitable ou de commerce solidaire. Ou encore aux entreprises, quelles que soient leurs formes juridiques, aux associations ou fondations, créées depuis le 1^{er} janvier 2005, et dont l'activité principale est liée au commerce équitable ou au commerce solidaire. Le siège social de l'organisation concourante doit être situé en France métropolitaine.

Date de retrait des dossiers de candidature : à compter du 20 juin 2007

Date limite de remise des dossiers : le 15 novembre 2007

Remise des 3 Prix de 5 000 € chacun au cours du 1^{er} trimestre 2008.

Pour plus d'informations et demande de dossier de candidature,
contacter Anne-Laure Dreyfus - diiees-officiels@sante.gouv.fr

Crédit Mutuel - Challenge associations

Le Crédit Mutuel organise un concours « les associations et la citoyenneté ». Son objectif est de récompenser les associations pour les « actions de citoyenneté » qu'elles auront mises en place au profit de la flore, de la faune, mais aussi en faveur de la personne et de la planète. Ces actions peuvent concerner de nombreux domaines touchant à la citoyenneté (solidarité, tourisme, civisme, commerce équitable, culture, handicap, protection de l'environnement...). Les prix vont de 500 à 3 000 €.

Les dossiers sont à renvoyer du 15 septembre au 30 octobre 2007

Plus d'informations sur www.creditmutuel.fr

Contacts • Audrey Delemer - a.delemer@mres-asso.org
Ou Mutuelle de services de la MRES - o.noel@mres-asso.org

COMMISSION EUROPÉENNE APPELS À PROPOSITIONS 2007

Programme Culture (2007-2013)

Actions spéciales de coopération avec et dans des pays tiers : Inde et Chine

Organismes éligibles

Organismes publics ou privés dont l'activité principale se situe dans le domaine de la culture et pouvant se prévaloir d'une expérience d'au moins 2 ans en matière de conception et de gestion de projets au niveau international, en particulier en Inde et en Chine.

Projets éligibles

Projets bisannuels de coopération culturelle (2007-2009) auxquels participent au moins 3 partenaires d'au moins 3 pays différents participant au programme. Ils doivent, également, comporter un partenaire associé indien ou chinois. Au moins 50 % des activités du projet devront avoir lieu sur le territoire de l'Inde ou de la Chine.

Date limite de dépôt : 1^{er} octobre 2007

Le présent appel à propositions, le formulaire de candidature et toute autre information utile sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante :

http://eacea.ec.europa.eu/culture/calls2007/index_en.htm

Europeaid

Tous les appels sont publiés sur la page : <http://ec.europa.eu/europeaid/cgi/frame12.pl>

Il faut se référer ensuite aux critères d'interrogations de la base de données.

Pour les appels suivants, sélectionner : (By program - Other - Open - Grants - All - All)

- **Bangladesh** : Sécurité alimentaire 2006 - EuropeAid/125836/L/ACT/BD – Clôture : 21.10.2007
- **Sri Lanka** : Promotion et protection des droits de l'homme - EuropeAid/125949/L/ACT/LK – Clôture au 15.10.2007
- **Tajikistan** : Land Reform Wealth for All - EuropeAid/125808/L/ACT/TJ – Clôture au 05.10.2007

Pour les autres programmes, sélectionner : « Annual work programmes », puis « Annual work programmes for grants 2007 » et choisir ensuite la zone d'intervention qui vous intéresse.

Programme Jeunesse en Action (2007-2013)

Soutien aux organismes actifs au niveau européen dans le domaine de la jeunesse (subventions de fonctionnement)

Organismes éligibles : organismes non gouvernementaux de jeunesse à but non lucratif ou à visée plus large mais axant une partie de leurs activités sur les jeunes et impliquant ces derniers dans la gestion des activités développées en leur faveur. Ils doivent, en outre, compter des organisations membres actives dans au moins huit pays participant au programme (pour obtenir une convention annuelle) ou au moins 12 d'entre eux (pour obtenir une convention-cadre de partenariat à long terme).

Date limite de dépôt : 31 octobre 2007

Le présent appel à propositions et les formulaires de demande sont disponibles sur Internet aux adresses suivantes :

http://ec.europa.eu/youth/program/ingyo_en.html et http://eacea.ec.europa.eu/youth/index_en.htm

Programme « L'Europe pour les citoyens » (2007-2013)

« Jumelages de villes : rencontres de citoyens ».

Jumelages : informations et calendrier 2007-2008 pour le dépôt des projets.

- 01/12/2007 pour les actions commençant entre le 1^{er} avril et le 31 mai 2008,
- 01/02/2008 pour les actions commençant entre le 1^{er} août et le 30 septembre 2008,
- 01/06/2008 pour les actions commençant entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2008.

« Mise en réseau des villes jumelées sur des questions d'intérêt commun »

(Soutien de conférences et d'ateliers thématiques associant au moins 3 villes jumelées)

**Date limite de dépôt 2007-2008
Le 1^{er} décembre 2007
pour les événements débutant
entre le 1^{er} avril 2008
et le 31 mars 2009**

Le guide du programme est disponible sur Internet à l'adresse suivante :

http://eacea.ec.europa.eu/static/en/citizenship/documents/2007/programme_guide_fr.pdf

Pour toute question, s'adresser à l'Agence exécutive culture, éducation et audiovisuel, unité P7 citoyenneté, jumelages de villes :

tél. du mardi au jeudi entre 9h30 et 12h
au (32-2) 295 26 85

Pour en savoir plus, consulter Internet à l'adresse suivante :

<http://eacea.ec.europa.eu/int/static/en/citizenship/index.htm>

FORMATIONS

Deuxième semestre 2007

- **Concevoir un microprojet de solidarité internationale**
à Lyon, le 26/10 - à Saint-Étienne, le 27/10
- **Monter un dossier de cofinancement**
à Lyon, le 16/11 - à Saint-Étienne, le 17/11
- **Établir un budget de cofinancement**
à Lyon, le 14/12 - à Saint-Étienne, le 15/12
- **Le don de matériel médical dans les projets de solidarité internationale**
à Lyon, le 30/11

Horaires des formations

de 9h30 à 17h30

Informations et inscriptions

auprès d'Isabelle Taine Tel 04 72 77 87 67
et sur www.resacoop.org (rubrique Se former)

Site internet

Baromètre Rhône-Alpes 2007

Offrir aux habitants de Rhône-Alpes une vision synthétique de l'engagement régional en matière de coopération et de solidarité internationale, en mesurer les principales évolutions, année par année, telles sont les ambitions du Baromètre de la coopération et de la solidarité internationale en Rhône-Alpes que nous publions pour la 4^e fois cette année.

Disponible sous forme papier et téléchargeable sur www.resacoop.org (rubrique Boîte à outils - se documenter - production et coproduction Résacoop)

Exposition « Alimenterre, des paysans contre la faim »

Proposée par Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF), dans le cadre de la campagne AlimenTerre, elle se tiendra dans le hall de l'Université Catholique de Lyon, 23 Place Carnot à Lyon, du 8 au 25 octobre 2007.

Tous les experts s'accordent sur le fait que la terre est largement capable d'assurer la survie de chacun de ses habitants. Pourtant, plus de 850 millions de personnes souffrent de la faim. Un paradoxe d'autant plus incompréhensible que la quasi-totalité des personnes « sous-alimentées » sont... des paysans. Partant de ce paradoxe, l'exposition est conçue pour sensibiliser un public d'adultes et d'adolescents aux enjeux de la faim dans le monde. L'exposition sera ouverte au public (accès gratuit) du lundi au samedi, de 9h à 18h et AVSF proposera des visites animées pour les élèves des lycées agricoles de la région. Des conférences-débats sur les enjeux de la souveraineté alimentaire auront également lieu du 15 au 21 octobre dans toute la région Rhône-Alpes, avec la présence de 2 partenaires d'AVSF : Amadou Diallo (Mali) et Gilles Vias (Niger).

Informations

Maité Nshing-Cordelle - AVSF Lyon - 58 rue Raulin
69361 Lyon cedex 07 - tél. 04 78 69 67 96
m.cordelle@avsf.org - www.avsf.org

RÉUNIONS

Laos

À l'occasion du séjour en région Rhône-Alpes de quatre médecins laotiens travaillant à l'hôpital de Takhek, nous vous proposons une rencontre d'information et d'échange autour de l'organisation des systèmes de Santé au Laos. Organisée en collaboration avec la Région Rhône-Alpes et les Hospices Civils de Lyon, la rencontre aura lieu mardi 16 octobre 2007 en fin d'après-midi (horaires à confirmer) dans les locaux de Résacoop.

Contact • Corinne Lajarge - clajarge@resacoop.org

Burkina Faso

Les secondes Assises de la Coopération décentralisée franco-burkinabè se tiendront du 6 au 8 décembre 2007 à Ouagadougou. L'occasion pour Résacoop de convier les acteurs rhônalpins (collectivités locales, comités de jumelages, associations...) engagés au Burkina Faso à venir s'informer sur l'actualité de la coopération et à échanger sur les nouveaux enjeux liés à la décentralisation. Les thèmes abordés lors des Assises y seront aussi présentés et débattus. Rendez-vous fin Octobre pour ceux qui le souhaitent (la date et le lieu exacts de la rencontre vous seront communiqués prochainement).

En amont de ces Assises, la Région Rhône-Alpes et la Région des Hauts-Bassins organisent une convention d'affaires les 3 et 4 décembre 2007 à Bobo Dioulasso. Rencontre de chefs d'entreprise, d'élus locaux, de producteurs et d'importateurs, de responsables de centres de formation professionnelle et de chambres consulaires, ce temps fort a l'ambition de marquer le point de départ d'une démarche de long terme, destinée à ancrer les deux régions dans une dynamique d'échange économique solidaire, si ce n'est équitable.

Contact • Yvan Dedessus-le-Moustier, Région Rhône-Alpes, DERIC - idedessuslemoustier@rhonealpes.fr

La place de l'économie dans la solidarité internationale

Depuis plusieurs mois, une réflexion est engagée sur ce thème au sein de RESACOOP, sous le pilotage de la Ville de Romans. Elle a pour objectif d'établir un état des lieux des initiatives existantes et d'approfondir des pistes de travail pour une meilleure prise en compte des questions économiques dans les actions de coopération internationale. Son champ d'investigation se veut très large puisqu'il balaye les relations économiques conventionnelles, tout comme « les alternatives » qui se sont développées ces dernières années.

Cette réflexion s'inscrit dans le moyen terme et un premier temps d'échange vous sera proposé d'ici la fin de l'année 2007.

Contact • Rose-Marie Di Donato - rmdidonato@resacoop.org

Quiz sur la lettre de Résacoop

Pour fêter le 50^e numéro de La Lettre, nous vous proposons un jeu-questionnaire, faisant appel à votre mémoire et à votre rapidité. En effet, le premier lecteur à répondre correctement aux 7 questions se verra offrir un panier garni de produits issus du commerce équitable.

Les réponses se feront par mail (mail@resacoop.org) avec en objet « jeu Quiz ». Attention aux questions pièges !

- 1 • Quelle est la date de sortie du premier numéro ?
- 2 • À combien d'exemplaires est-elle diffusée actuellement ?
- 3 • À partir de quel numéro, la Lettre passe-t-elle de 4 à 8 pages ?
- 4 • Quel pays est particulièrement mis en valeur dans la Lettre n° 19 ?
- 5 • Qui a rédigé l'éditorial de la Lettre n° 41 ?
- 6 • À partir de quel numéro, la Lettre de Résacoop est-elle entièrement relookée et en couleur ?
- 7 • Une question facile pour terminer : quelle est la fréquence de sa publication (mensuelle, trimestrielle ou semestrielle) ?

Un petit conseil : pensez à consulter le site internet de Résacoop !